



## Actualité le livre

# L'Allemagne démythifiée

*La politique économique de Schröder est-elle, comme on le dit, un exemple historique à suivre? Non, répond le rédacteur en chef d'Alternatives économiques qui déboulonne les mythes du modèle.*

“ Gerhard Schröder mènera dès le départ une politique de baisse des dépenses publiques très agressive : elles pesaient 48,4% du PIB en 1997 et sont ramenées à 45,1% en 2000. Parallèlement, Gerhard Schröder réussit à faire adopter une ambitieuse réforme fiscale avec le soutien des Länder dirigés par l'opposition au Bundesrat. Comme c'était la mode à l'époque, il s'agissait d'alléger en priorité les impôts payés par les plus aisés en abaissant progressivement le taux marginal d'imposition à 42% d'ici à 2005. Parallèlement, la fiscalité sur les entreprises et sur les revenus du capital est, elle aussi, significativement réduite. Du coup, le niveau des prélèvements obligatoires baisse fortement en Allemagne : il passe de 43% du PIB en 1999 à 40,4% en 2002. Quoique dans des proportions significativement moindres, il baissera également en France durant cette période de 46,8% du PIB en 1999 à 45,1% en 2002.

Mais comme la pression à la baisse sur les dépenses publiques est encore plus forte, la politique budgétaire reste globalement restrictive. De plus, comme l'inflation demeure très faible en Allemagne, le pays subit le contrecoup de la mise en œuvre de l'euro en 1999. Pour les autres pays, celle-ci se traduit en effet par une baisse sensible des taux d'intérêt réels à court terme du fait de la disparition du risque de change. Mais pour l'Allemagne, l'euro entraîne au contraire une hausse de ces taux, puisque la BCE doit fixer un taux d'intérêt unique adapté également aux pays à plus forte inflation qu'elle : une mécanique qui sera au cœur de la montée des déséqui-



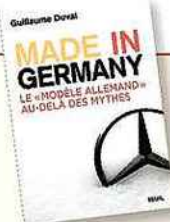
Hermanne Trily

*« Entre 1998 et 2002, le PIB par habitant des Français a progressé de 7,2%, contre 6% pour les Allemands. Et le nombre d'emplois a augmenté d'1,9 million de postes en France, contre 1,1 million en Allemagne. »*

*Guillaume Duval est rédacteur en chef du mensuel Alternatives économiques.*

libres conduisant à la crise de la zone euro des années 2010.

[...] Au final, l'économie allemande profitera nettement moins que l'économie française du regain d'activité qui a marqué cette période dans les pays développés : entre 1998 et 2002, le PIB par habitant des Français a progressé en effet, hors inflation, de 7,2%, contre 6% pour les Allemands. Durant la même période, grâce notamment aux 35 heures, le nombre d'emplois a augmenté d'1,9 million de postes en France, contre seulement 1,1 million en Allemagne. Le chômage diminuant lui aussi davantage en France qu'en Allemagne. Et malgré une politique budgétaire a priori plus « sérieuse » chez notre voisin, la dette publique a en réalité davantage baissé en France, rapportée au PIB, qu'en Allemagne : elle est passée de 59,5% du PIB en 1998 à 56,9% en 2001 dans l'Hexagone, contre une diminution de 60,5 à 59,1% seulement outre-Rhin... Même sur le plan du commerce extérieur, Gerhard Schröder n'est pas parvenu à rétablir l'équilibre avant 2002, alors que, sous Jospin, la France dégagne des excédents extérieurs confortables. Bref, entre le « ringard » Lionel Jospin et le « moderne » Gerhard Schröder, il n'y avait pas photo en termes de bilan quand on compare les résultats atteints lorsqu'ils étaient au pouvoir ensemble. Cela n'empêche pas pourtant les médias dominants de considérer aujourd'hui que l'un, Gerhard Schröder, aurait réussi une performance extraordinaire à la tête de l'Allemagne, tandis que l'autre, Lionel Jospin, aurait piteusement échoué...



**MADE IN GERMANY.**  
**LE « MODÈLE ALLEMAND »**  
**AU-DELÀ DES MYTHES,**  
de Guillaume Duval, éditions du Seuil, 238 pages, 15 euros.

**Notre avis.** La France se cherche constamment des modèles. Après l'idéal nippon dans les années 1980, elle fut tentée de suivre la voie américaine. Ramené aux dures réalités de la crise financière, le pays croit désormais trouver des vertus au rigoureux modèle allemand, sa rigueur budgétaire, son obsession anti-inflationniste, ses remèdes

antichômage. En pleine célébration du cinquantenaire de l'amitié franco-allemande, Guillaume Duval, rédacteur en chef du mensuel *Alternatives économiques*, jette un pavé dans la mare en démythifiant le rêve allemand. Du vrai coût de la réunification à l'héritage de la politique du chancelier Schröder, amendée par Angela Merkel, le journaliste nuance

les chiffres et tord le cou aux idées reçues ; distingue les manœuvres opportunistes des caractéristiques historiques du modèle envié. Un exercice rafraîchissant qui, plutôt que de nous aider à préserver notre ego, devrait surtout permettre de déceler ce qui différencie et rapproche nos deux peuples. Et signer pour cinquante ans de plus. **G. F.**